

CDB 03 et CDB 08

Tableau comparatif



VISIONCOMPLIANCE

CDB 03	CDB 08
INTRODUCTION	INTRODUCTION
Art. 1 Préambule	Art. 1 Préambule
<ul style="list-style-type: none"> – En vue de préserver le renom du système bancaire suisse sur les plans national et international, – en vue d'établir des règles assurant, lors de l'établissement de relations d'affaires et dans le domaine du secret bancaire, une gestion irréprochable, – en vue de contribuer efficacement à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, <p>les banques s'obligent par la présente convention envers <u>l'Association suisse des banquiers</u>, en sa qualité d'organisation faîtière chargée de la sauvegarde des intérêts et de la réputation de la banque en Suisse, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) vérifier l'identité de leurs cocontractants et à se faire remettre, en cas de doute, une déclaration du cocontractant relative à l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales confiées à la banque; b) ne prêter aucune assistance active à la fuite de capitaux; c) ne prêter aucune assistance active à la soustraction fiscale ou à des actes analogues, en délivrant des attestations incomplètes ou trompeuses. 	<ul style="list-style-type: none"> a) En vue de préserver le renom du système bancaire suisse sur les plans national et international, b) en vue d'établir des règles assurant, lors de l'établissement de relations d'affaires et dans le domaine du secret bancaire, une gestion irréprochable, c) en vue de contribuer efficacement à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, <p>les banques s'obligent par la présente convention envers <u>l'ASB</u>, en sa qualité d'organisation faîtière chargée de la sauvegarde des intérêts et de la réputation de la banque en Suisse, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) vérifier l'identité de leurs cocontractants et à se faire remettre, en cas de doute, une déclaration du cocontractant relative à l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales confiées à la banque; b) ne prêter aucune assistance active à la fuite de capitaux; c) ne prêter aucune assistance active à la soustraction fiscale ou à des actes analogues, en délivrant des attestations incomplètes ou trompeuses.
1	1 Champ d'application géographique
<p>¹Sont soumises à la convention les banques adhérentes et tous leurs comptoirs situés en Suisse, mais non pas leurs succursales, représentations et filiales à l'étranger (cf. toutefois 11, 19 et 21).</p> <p>² Les banques ne doivent pas utiliser leurs succursales étrangères et les sociétés du groupe à l'étranger actives dans le domaine bancaire ou financier, pour contourner la présente convention.</p>	<p>¹Sont soumises à la convention, les banques, les négociants en valeurs mobilières adhérents et tous leurs comptoirs situés en Suisse, mais non pas leurs succursales, représentations et filiales à l'étranger (cf. toutefois 11, 19 et 21).</p> <p>² Les banques ne doivent pas utiliser leurs succursales étrangères et les sociétés du groupe à l'étranger actives dans le domaine bancaire ou financier, pour contourner la présente convention.</p>

<p>2</p> <p>La convention ne modifie en rien l'obligation d'observer le secret bancaire. Elle ne peut et ne veut pas</p> <ul style="list-style-type: none"> – étendre au territoire suisse le champ d'application de la législation étrangère en matière économique, fiscale et de change, et déclarer qu'elle doit être observée par les banques suisses (dans la mesure où les traités internationaux en vigueur et la législation suisse ne le prévoient pas déjà); – s'écarter de la jurisprudence actuelle dans le domaine du droit international; – modifier les dispositions de droit civil qui régissent les rapports entre la banque et ses clients. 	<p>2 Relation avec d'autres réglementations</p> <p>La convention ne modifie en rien l'obligation d'observer le secret bancaire. Elle ne peut et ne veut pas</p> <ol style="list-style-type: none"> étendre au territoire suisse le champ d'application de la législation étrangère en matière économique, fiscale et de change, et déclarer qu'elle doit être observée par les banques suisses (dans la mesure où les traités internationaux en vigueur et la législation suisse ne le prévoient pas déjà); s'écarter de la jurisprudence actuelle dans le domaine du droit international; modifier les dispositions de droit civil qui régissent les rapports entre la banque et <u>ses cocontractants</u>.
<p>3</p> <p>La convention assure la codification, avec effet contraignant, de règles en vigueur d'une gestion bancaire conforme à l'éthique professionnelle. Elle vise à concrétiser certaines obligations particulières de diligence prévues par la Loi sur le blanchiment d'argent (art. 3-5 LBA) ainsi que la notion de «vigilance que requièrent les circonstances» en matière d'acceptation de valeurs patrimoniales (art. 305ter CPS). Les obligations de clarification complémentaire dans le cas de relations d'affaires ou de transactions présentant des risques accrus sont du ressort de l'OBA-CFB. – La convention ne doit pas constituer une entrave aux opérations bancaires normales.</p>	<p>3 Délimitations par rapport à la LBA et à l'OBA-CFB</p> <p>La convention assure la codification, avec effet contraignant, de règles en vigueur d'une gestion bancaire conforme à l'éthique professionnelle. Elle vise à concrétiser certaines obligations particulières de diligence prévues par la Loi sur le blanchiment d'argent (art. 3-5 LBA) ainsi que la notion de «vigilance que requièrent les circonstances» en matière d'acceptation de valeurs patrimoniales (art. 305ter CPS). Les obligations de clarification complémentaire dans le cas de relations d'affaires ou de transactions présentant des risques accrus sont du ressort de l'OBA-CFB. - La convention ne doit pas constituer une entrave aux opérations bancaires normales.</p>
	<p>4 Commentaire relatif à la CDB</p> <p>L'ASB édicte un commentaire relatif aux articles et aux dispositions d'exécution de la CDB 08. Le commentaire doit être considéré comme référence dans l'interprétation de la Convention.</p>
<p>A. VERIFICATION DE L'IDENTITE DU COCONTRACTANT ET IDENTIFICATION DE L'AYANT DROIT ECONOMIQUE</p>	<p>A. VERIFICATION DE L'IDENTITE DU COCONTRACTANT ET IDENTIFICATION DE L'AYANT DROIT ECONOMIQUE</p>
<p>Art. 2</p>	<p>Art. 2 Vérification de l'identité du cocontractant</p>
<p>¹ Les banques s'engagent à vérifier l'identité du cocontractant dès qu'elles établissent des relations d'affaires avec lui.</p> <p>² Cette règle s'applique à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'ouverture de comptes ou de livrets; – l'ouverture de dépôts; 	<p>¹ Les banques s'engagent à vérifier l'identité du cocontractant dès qu'elles établissent des relations d'affaires avec lui.</p> <p>² Cette règle s'applique à :</p> <ol style="list-style-type: none"> l'ouverture de comptes ou de livrets; l'ouverture de dépôts;

Nouveau

<ul style="list-style-type: none"> – la conclusion d’opérations fiduciaires; – la location de compartiments de coffre-fort; – l’acceptation de mandats de gestion de fortune sur des avoirs déposés auprès de tiers; – l’exécution d’opérations de négoce sur des valeurs mobilières, des devises ainsi que sur des métaux précieux et d’autres marchandises (Commodities) lorsqu’elles portent sur un montant supérieur à fr. 25 000.–; – aux opérations de caisse, lorsqu’elles portent sur un montant supérieur à fr. 25 000.–. 	<ul style="list-style-type: none"> c) la conclusion d’opérations fiduciaires; d) la location de compartiments de coffre-fort; e) l’acceptation de mandats de gestion de fortune sur des avoirs déposés auprès de tiers; f) l’exécution d’opérations de négoce sur des valeurs mobilières, des devises ainsi que sur des métaux précieux et d’autres marchandises (Commodities) lorsqu’elles portent sur un montant supérieur à CHF 25’000.–; g) aux opérations de caisse, lorsqu’elles portent sur un montant supérieur à CHF 25’000.–. <p>³ Lorsqu’un cocontractant, dont la vérification de l’identité a été correctement effectuée, ouvre des relations d’affaires supplémentaires, il n’y a pas lieu de procéder une nouvelle fois à la vérification de son identité. Cette règle vaut également dans le cadre de l’identification de la personne qui établit la relation d’affaires et de la prise de connaissances des dispositions régissant le pouvoir d’engager le cocontractant, au sens du 14. Il en va de même dans le cadre de l’établissement de relations d’affaires visées au 15.</p>
<p>I. Champ d’application</p>	
<p>4</p>	
<p>La vérification de l’identité est obligatoire, sous réserve du 18 CDB, que les comptes, livrets et dépôts de tous genres ainsi que les compartiments de coffre-fort soient gérés sous le nom du cocontractant ou sous un numéro (art. 9 CDB).</p>	
<p>5</p>	<p>5 Livrets d’épargne au porteur</p>
<p>Dans le cas de livrets d’épargne au porteur, l’identité de la personne qui effectue des dépôts ou des retraits supérieurs à fr. 25 000.– doit être vérifiée. Il n’est pas procédé à l’ouverture de nouveaux livrets d’épargne au porteur.</p>	<p>L’établissement de nouveaux livrets d’épargne au porteur n’est pas autorisé. Les livrets d’épargne au porteur existants doivent être annulés à l’occasion du prochain dépôt en espèces. Dans le cas de livrets d’épargne au porteur, l’identité de la personne qui effectue des retraits doit également être vérifiée. Aucun dépôt supplémentaire n’est autorisé.</p>
<p>6</p>	<p>6 Valeurs mobilières</p>
<p>Par valeurs mobilières, on entend les papiers-valeurs standardisés, susceptibles d’être diffusés en grand nombre sur le marché, les droits ayant la même fonction (droits-valeurs) et les dérivés (cf. art. 2 lit. a LBVM). Les produits financiers non standardisés en font également partie.</p>	<p>Par valeurs mobilières, on entend les papiers-valeurs standardisés, susceptibles d’être diffusés en grand nombre sur le marché, les droits ayant la même fonction (droits-valeurs) et les dérivés (cf. art. 2 lit. a LBVM). Les produits financiers non standardisés en font également partie.</p>

Nouveau

Nouveau

<p>7</p> <p>Les opérations de caisse comprennent les opérations au comptant effectuées au guichet d'une banque (change, achat et vente de métaux précieux, souscription au comptant à des bons de caisse et à des emprunts obligataires, vente au comptant de chèques de voyage, encaissement de chèques, etc.). Les versements et retraits au comptant sur des comptes/livrets déjà ouverts ainsi que les livraisons et retraits de valeurs mobilières sous forme de papiers-valeurs sur des dépôts déjà constitués ne sont pas considérés comme des opérations de caisse (le 5 CDB demeure réservé).</p>	<p>7 Opérations de caisse</p> <p>Les opérations de caisse comprennent les opérations au comptant effectuées au guichet d'une banque (change, achat et vente de métaux précieux, souscription au comptant à des bons de caisse et à des emprunts obligataires, vente au comptant de chèques de voyage, encaissement de chèques, etc.). Les versements et retraits au comptant sur des comptes/livrets déjà ouverts ainsi que les livraisons et retraits de valeurs mobilières sous forme de papiers-valeurs sur des dépôts déjà constitués ne sont pas considérés comme des opérations de caisse (le 5 CDB demeure réservé).</p>
<p>8</p> <p>¹ Lors d'opérations portant sur un montant inférieur aux seuils susmentionnés (art. 2, al. 2, 6ème et 7ème tirets CDB), l'identité du cocontractant doit être vérifiée également, s'il apparaît que la vérification est contournée par la répartition des montants sur plusieurs transactions («Smurfing») .</p> <p>² S'il existe des indices que des valeurs patrimoniales proviennent de l'une ou l'autre des sources énoncées à l'art. 9, al. 1 LBA, il faut vérifier l'identité du cocontractant, indépendamment de la limite chiffrée (art. 2, al. 2, 6ème et 7ème tirets CDB) ou des exceptions à l'obligation de vérifier formellement l'identité du cocontractant (18 CDB). Cette obligation ne s'applique pas lorsque la banque refuse une opération ou l'établissement de relations d'affaires.</p>	<p>8 Obligations de procéder à la vérification de l'identité sans égard au montant impliqué dans la relation d'affaires</p> <p>¹ Lors d'opérations portant sur un montant inférieur aux seuils susmentionnés (art. 2, al. 2, lit. f et g), l'identité du cocontractant doit être vérifiée également, lorsqu'il y a manifestement une tentative de contourner cette exigence par la répartition des montants sur plusieurs transactions (« Smurfing »).</p> <p>² S'il existe des indices que des valeurs patrimoniales proviennent de l'une ou l'autre des sources énoncées à l'art. 9, al. 1 LBA, il faut vérifier l'identité du cocontractant, indépendamment de la limite chiffrée (art. 2, al. 2, lit. f et g) ou des exceptions à l'obligation de vérifier formellement l'identité du cocontractant (ch. 18 CDB).</p>
<p>II. Vérification de l'identité du cocontractant</p> <p>1. Personnes physique</p>	<p>I. Personnes physiques</p>
<p>9</p> <p>a) Lors des pourparlers engagés par l'intéressé en personne avec la banque</p> <p>Lorsque des pourparlers sont engagés par l'intéressé en personne avec la banque, cette dernière vérifie l'identité du cocontractant en examinant et en photocopiant une pièce de légitimation officielle comportant une photographie (passeport, carte d'identité, permis de conduire ou document analogue) ainsi qu'en relevant les indications prescrites au 22 CDB.</p>	<p>9 Pourparlers engagés par l'intéressé en personne avec la banque</p> <p>Lorsque des pourparlers sont engagés par l'intéressé en personne avec la banque, cette dernière vérifie l'identité du cocontractant en examinant et en photocopiant une pièce de légitimation officielle comportant une photographie (passeport, carte d'identité, permis de conduire ou document analogue) ainsi qu'en relevant les indications prescrites au 22 CDB.</p>
<p>10</p> <p>b) Lorsque les relations d'affaires sont nouées par correspondance</p> <p>Lorsque les relations d'affaires sont <u>nouées</u> par correspondance ou par internet, la banque vérifie l'identité du cocontractant en se faisant remettre une copie certifiée conforme d'un document d'identification au sens du 9 CDB et en obtenant, par un échange de correspondance ou par tout autre moyen adéquat, confirmation du domicile du cocontractant.</p>	<p>10 Relations d'affaires établies par correspondance</p> <p>Lorsque les relations d'affaires sont <u>établies</u> par correspondance ou par internet, la banque vérifie l'identité du cocontractant en se faisant remettre une copie certifiée conforme d'un document d'identification au sens du 9 CDB et en vérifiant par un échange de correspondance ou par tout autre moyen équivalent le domicile du cocontractant.</p>

<p>11</p>	<p>11 Emission de l'attestation d'authenticité</p>
<p>¹ L'attestation d'authenticité de la copie du document d'identification peut être émise par</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une succursale, une représentation ou une société appartenant au même groupe que la banque; b) une banque correspondante ou un autre intermédiaire financier désigné spécialement à cet effet par l'établissement nouant la relation d'affaires; c) un notaire ou une autre instance publique qui délivre habituellement de telles confirmations d'authenticité. <p>² La vérification de l'identité peut également valablement être effectuée par le biais de la présentation d'une pièce de légitimation officielle lors d'envois par la poste, s'il est ainsi garanti que l'envoi parvient au destinataire et à lui seul.</p>	<p>¹ L'attestation d'authenticité de la copie du document d'identification peut être émise par</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une succursale, une représentation ou une société appartenant au même groupe que la banque; b) une banque correspondante ou un autre intermédiaire financier habilité à cet effet par l'établissement nouant la relation d'affaires; c) un notaire ou une autre instance publique qui délivre habituellement de telles confirmations d'authenticité. <p>² La vérification de l'identité peut également valablement être effectuée par le biais de la présentation d'une pièce de légitimation officielle lors d'envois par la poste, s'il est ainsi garanti que l'envoi parvient au destinataire et à lui seul.</p>
<p>2. Personnes morales et sociétés de personnes</p>	<p>II. Personnes morales et sociétés de personnes</p>
<p>12 a) avec siège en Suisse</p>	<p>12 Vérification de l'identité en cas d'inscription au registre suisse du commerce ou dans un registre étranger équivalent</p>
<p>La banque s'assure que la raison sociale du cocontractant a fait l'objet d'une publication dans la Feuille officielle suisse du commerce ou est publiée sur un site internet officiel procurant des extraits du Registre du commerce (par ex. www.zefix.ch). La banque peut également se référer aux banques de données et répertoires reconnus, publiés par des entreprises privées (Annuaire suisse du Registre du commerce etc.). Sinon, l'identité doit être établie par un extrait du Registre du commerce.</p>	<p>Lorsqu'une relation d'affaires est établie avec une personne morale ou une société de personnes inscrite au registre suisse du commerce ou dans un registre étranger équivalent, la banque vérifie l'identité du cocontractant, soit au moyen d'un extrait du registre émanant du préposé, soit au moyen d'un extrait sur papier émanant d'une banque de données tenue par un registre officiel, une autorité de surveillance ou une entreprise privée fiable. (ndr : ch. 14 CDB 03)</p>
<p>13</p>	<p>13 Vérification de l'identité en cas d'absence d'inscription au registre suisse du commerce ou dans un registre étranger équivalent</p>
<p>L'identité des personnes morales non inscrites au Registre du commerce et des indivisions (associations, fondations, communautés de copropriétaires par étage, établissements indépendants de droit public et corporations) est vérifiée sur la base des statuts ou de tout autre document équivalent.</p>	<p>L'identité des personnes morales ou sociétés de personnes non-inscrites au registre suisse du commerce ou dans un registre étranger équivalent est vérifiée, soit au moyen d'un extrait sur papier émanant d'une autorité de surveillance ou d'une banque de données tenue par une entreprise privée fiable, soit au moyen des statuts ou de documents équivalents.</p>

<p>14</p>	<p>14 Identification de la personne qui établit la relation d'affaires et prise de connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant</p>
<p>b) avec siège à l'étranger</p> <p>L'identité de ces cocontractants est vérifiée sur la base d'un extrait du Registre du commerce, d'une pièce équivalente, ou encore sur la base de données prélevées sur un site internet officiel publiant des extraits du Registre du commerce ou des pièces équivalentes. Le document de référence doit permettre de déduire l'existence de la personne morale ou de la société (par exemple «certificate of incorporation»).</p>	<p>¹ Lorsque le cocontractant est une personne morale ou une société de personnes, il convient d'identifier également les personnes physiques qui établissent la relation d'affaires. Une telle identification est faite au moyen d'une copie de l'un des documents définis au 9, respectivement d'une copie certifiée de l'un des documents d'identification au sens du ch.10.</p> <p>² L'identification de la personne physique qui établit la relation d'affaires peut également être faite au moyen d'une attestation d'authenticité de sa signature émanant d'une personne/ institution énumérée au 11.</p> <p>³ Lorsque le cocontractant est une personne morale, la banque doit également prendre connaissance des pouvoirs d'engager le cocontractant et documenter cette démarche.</p> <p>⁴ Lorsque le cocontractant est un intermédiaire financier assujéti à une loi spéciale au sens du 34, la banque peut, en guise d'alternative à la procédure définie au 14, al. 1 à 3, se faire remettre un registre de signatures, ou recourir à un échange de clés électroniques ou à tout autre moyen habituellement utilisé dans le domaine.</p>
<p>15 c) Dispositions communes</p>	<p>15 Vérification de l'identité dans le cas de sociétés simples, de sociétés en constitution et de Trustees</p>
<p>L'extrait du Registre du commerce ou la pièce équivalente ne doit pas dater de plus de 12 mois. Une pièce de légitimation plus ancienne peut être admise, mais seulement si elle est accompagnée du rapport du dernier exercice signé par l'organe de révision ou d'un «certificate of good standing», lesquels ne doivent pas dater de plus de 12 mois.</p>	<p>¹ Dans le cas de sociétés simples, la banque doit vérifier l'identité des personnes qui sont au bénéfice d'un pouvoir de signature bancaire.</p> <p>² Dans le cas de sociétés en constitution, la banque doit vérifier l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires.</p> <p>³ Dans le cas de Trusts, la banque doit vérifier l'identité du Trustee. En outre, le Trustee doit confirmer (par. ex. au moyen du formulaire T) qu'il est autorisé à établir la relation d'affaires au nom du Trust auprès de la banque.</p>
<p>16</p>	<p>16 Date de l'extrait du registre du commerce ou de la pièce équivalente</p>
<p>Lors de la vérification d'identité d'associations, fondations et indivisions qui ne sont pas inscrites au Registre du commerce, la banque doit aussi vérifier l'identité et garder photocopie de la pièce de légitimation des personnes qui ont établi la relation d'affaires, dans la mesure où ces dernières sont signataires autorisées.</p>	<p>L'extrait du Registre du commerce ou la pièce équivalente ne doit pas dater de plus de 12 mois. Une pièce de légitimation plus ancienne peut être admise, mais seulement si elle est accompagnée du rapport du dernier exercice signé par la société d'audit, lequel ne doit pas dater de plus de 12 mois. (nдр : ch. 15 CDB 03)</p>

Nouveau

Nouveau

<p>17</p> <p>¹ Lorsque l'identité d'une personne morale intervenant comme cocontractant est notoirement connue, il peut être renoncé à la procédure prévue par les 12 à 14 CDB. L'identité est notoirement connue lorsque les actions de la société en question sont largement réparties dans le public ou lorsqu'elle est liée directement ou indirectement à une telle société. Si la banque renonce à la procédure prévue par les 12 à 14 CDB, elle en indique le motif au dossier.</p> <p>² La procédure simplifiée au sens du premier alinéa n'est pas admise pour les sociétés de domicile, à l'exception de celles qui sont liées directement ou indirectement à une société dont les actions sont largement réparties dans le public.</p>	<p>17 Personnes morales notoirement connues</p> <p>¹ Lorsque l'identité d'une personne morale intervenant comme cocontractant est notoirement connue, ce fait peut être enregistré au dossier en lieu et en place de la procédure prévue par les 12 à 14. L'identité est en particulier notoirement connue lorsque les actions de la société en question sont largement réparties dans le public ou lorsqu'elle est liée directement ou indirectement à une telle société.</p> <p>² La procédure simplifiée au sens du premier alinéa n'est pas admise pour les sociétés de domicile, à l'exception de celles qui sont liées directement ou indirectement à une société dont les actions sont largement réparties dans le public.</p>
<p>III. Exceptions</p>	<p>III. Cas particulier</p>
<p>18</p> <p>Il n'est pas nécessaire de vérifier formellement l'identité du cocontractant en cas d'ouverture :</p> <p>a) d'un compte, un dépôt ou un livret au nom d'un mineur par une tierce personne majeure, si les valeurs patrimoniales déposées lors de l'ouverture n'excèdent pas fr. 25 000.-. Il convient en revanche de vérifier l'identité de la personne majeure qui ouvre le compte, dépôt ou livret; le 22 est applicable par analogie. Si le mineur ouvre lui-même le compte, dépôt ou livret, il convient de vérifier son identité;</p> <p>b) d'un compte destiné au dépôt de sûretés pour garantir le paiement d'un loyer, pour autant toutefois que l'objet loué soit situé en Suisse;</p> <p>c) d'un compte destiné à la libération du capital-actions, lors de la fondation ou d'une augmentation de capital d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité limitée.</p>	<p>18 Compte ouvert pour un mineur, compte pour la garantie du loyer</p> <p>Il n'est pas nécessaire de vérifier formellement l'identité du cocontractant en cas d'ouverture:</p> <p>a) d'un compte, un dépôt ou un livret au nom d'un mineur par une tierce personne majeure, si les valeurs patrimoniales déposées lors de l'ouverture n'excèdent pas CHF 25'000.-. Il convient en lieu et place de vérifier l'identité de la personne majeure qui ouvre le compte, dépôt ou livret; le 22 est applicable par analogie. Si le mineur ouvre lui-même le compte, dépôt ou livret, il convient de vérifier son identité;</p> <p>b) d'un compte destiné au dépôt de sûretés pour garantir le paiement d'un loyer, pour autant toutefois que l'objet loué soit situé en Suisse;</p>
<p>19</p> <p>Lorsque l'identité du cocontractant a déjà été vérifiée au sein du groupe de façon équivalente, il n'est pas nécessaire de répéter la procédure prévue par les 9 à 14 CDB. En ce cas, des copies des documents ayant servi à la vérification initiale de l'identité doivent être conservées dans les dossiers des entités concernées du groupe. Demeurent réservés les cas dans lesquels des dispositions légales interdisent ce transfert de données.</p>	<p>19 Vérification de l'identité déjà effectuée au sein du groupe</p> <p>Lorsque l'identité du cocontractant a déjà été vérifiée au sein du groupe de façon équivalente, c'est-à-dire selon un standard de diligence conforme à la CDB, il n'est pas nécessaire de répéter la procédure prévue par les 9 à 15. En ce cas, des copies des documents ayant servi à la vérification initiale de l'identité doivent être conservées dans les dossiers des entités concernées du groupe. Demeurent réservés les cas dans lesquels des dispositions légales interdisent ce transfert de données.</p>

<p>20</p>	<p>20 Vérification de l'identité d'une autre manière</p>
<p>A titre exceptionnel, la banque peut vérifier l'identité du cocontractant d'une autre manière que celle prescrite ci-dessus, par ex. lorsqu'une personne ne dispose pas de pièce de légitimation ou lorsque, pour une corporation ou un établissement de droit public, les documents requis habituellement n'existent pas. Dans de tels cas la banque peut vérifier l'identité d'une autre manière appropriée, en examinant d'autres documents probants ou en se procurant auprès d'instances publiques des attestations à cet effet, ou encore pour les personnes morales, en obtenant le rapport du dernier exercice signé par l'organe de révision. Les attestations et copies des documents de substitution doivent être versées au dossier. Par ailleurs, il convient de faire une note pour le dossier, énonçant les raisons pour lesquelles le cas est exceptionnel.</p>	<p>A titre exceptionnel, la banque peut vérifier l'identité du cocontractant d'une autre manière que celle prescrite ci-dessus, par ex. lorsqu'une personne ne dispose pas de pièce de légitimation ou lorsque, pour une corporation ou un établissement de droit public, les documents requis habituellement n'existent pas. Dans de tels cas la banque peut vérifier l'identité d'une autre manière appropriée, en examinant d'autres documents probants ou en se procurant auprès d'instances publiques des attestations à cet effet, ou encore pour les personnes morales, en obtenant le rapport du dernier exercice signé par un organe de révision habilité. Les attestations et copies des documents de substitution doivent être versées au dossier. Par ailleurs, il convient de faire une note pour le dossier, énonçant les raisons pour lesquelles le cas est exceptionnel.</p>
<p>IV. Prescriptions générales en matière de vérification de l'identité et surveillance</p>	<p>IV. Prescriptions générales en matière de vérification de l'identité et surveillance</p>
<p>21</p>	<p>21 Délégation de la vérification de l'identité</p>
<p>¹ La banque peut, sur la base d'une convention écrite, déléguer la vérification de l'identité à des personnes ou entreprises, si :</p> <p>a) la banque les a instruites au sujet de leurs devoirs, et</p> <p>b) la banque est en mesure de contrôler si les vérifications de l'identité sont correctement exécutées.</p> <p>² Les personnes ou entreprises chargées de la vérification de l'identité doivent remettre les documents d'identification à la banque et doivent confirmer que les copies remises sont conformes aux originaux.</p> <p>³ Les personnes ou entreprises chargées de la vérification de l'identité ne sont pas autorisées à sous-déléguer leur mandat.</p>	<p>¹ La banque peut, sur la base d'une convention écrite, déléguer la vérification de l'identité à des personnes ou entreprises, si :</p> <p>a) la banque les a instruites au sujet de leurs devoirs, et</p> <p>b) la banque est en mesure de contrôler si les vérifications de l'identité sont correctement exécutées.</p> <p>² Les personnes ou entreprises chargées de la vérification de l'identité doivent remettre les documents d'identification à la banque et doivent confirmer que les copies remises sont conformes aux originaux.</p> <p>³ Les personnes ou entreprises chargées de la vérification de l'identité ne sont pas autorisées à sous-déléguer leur mandat.</p> <p>⁴ Une convention écrite en vue de la délégation de la vérification de l'identité n'est pas nécessaire si le délégant et le délégataire font partie du même groupe.</p>
<p>22</p>	<p>22 Obligations de documenter</p>
<p>Il y a lieu de conserver de manière appropriée le nom, le prénom, la date de naissance, la nationalité et l'adresse du domicile (la raison sociale et le siège, s'il s'agit d'une personne morale ou d'une société) du cocontractant, ainsi que les moyens utilisés pour vérifier son identité. Lorsque le cocontractant provient d'un pays dans lequel les dates de naissance ou les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'exigence relative à ces données ne s'applique pas. La photocopie de la pièce de légitimation officielle et les autres documents ayant servi à vérifier l'identité doivent être conservés.</p>	<p>Il y a lieu de conserver de manière appropriée le nom, le prénom, la date de naissance, la nationalité et l'adresse du domicile (la raison sociale et le siège, s'il s'agit d'une personne morale ou d'une société) du cocontractant, ainsi que les moyens utilisés pour vérifier son identité. Lorsque le cocontractant provient d'un pays dans lequel les dates de naissance ou les adresses de siège ou de domicile ne sont pas utilisées, l'exigence relative à ces données ne s'applique pas. La photocopie de la pièce de légitimation officielle et les autres documents ayant servi à vérifier l'identité doivent être conservés.</p>

<p>23</p> <p>La banque prend des dispositions garantissant que l'organe de révision interne et l'institution de révision prévue par la loi sur les banques puissent contrôler que les vérifications prescrites ont été effectuées.</p>	<p>23 Dispositions obligatoires en matière de documentation</p> <p>¹ La banque doit prendre les dispositions pour s'assurer que la procédure de vérification de l'identité du cocontractant a été correctement et suffisamment documentée.</p> <p>² Ces dispositions impliquent notamment que l'arrivée des documents relatifs à la vérification de l'identité du contractant auprès de la banque, ou leur disponibilité dans le système de la banque, puisse être retracée.</p>
<p>24</p> <p>En règle générale, tous les documents exigés pour la vérification de l'identité doivent avoir été obtenus dans leur intégralité et dans la forme appropriée, avant que le compte concerné puisse être opéré. A titre exceptionnel, un compte peut être opéré sans attendre que tous les documents précités soient au dossier, à condition que la banque soit en mesure d'assurer par un système de contrôle adéquat, que les pièces manquantes lui parviendront dans un délai de 30 jours. Dans l'intervalle, des retraits à la demande du client ne sont pas autorisés. A l'échéance du délai de 30 jours, le compte sera bloqué si les documents au dossier restent incomplets. Si la documentation reste incomplète au-delà de 90 jours, la banque doit mettre fin à la relation d'affaires (cf. aussi art. 6, al. 4 CDB).</p>	<p>24 Moment de l'exécution de l'obligation de documenter la vérification de l'identité du cocontractant</p> <p>En règle générale, tous les documents exigés pour la vérification de l'identité doivent avoir été obtenus dans leur intégralité et dans la forme appropriée, avant que le compte concerné puisse être opéré. Si seulement quelques données font défaut, le compte peut néanmoins être opéré, à titre exceptionnel, étant entendu que les données manquantes doivent être obtenues dès que possible. Au plus tard après 90 jours, la banque bloque le compte tant pour les entrées de fonds que les sorties jusqu'à ce que la documentation complète soit en sa possession. En outre, la banque peut mettre un terme à la relation d'affaires pour autant que les dispositions des art. 9 ss LBA ne s'y opposent pas (cf. également art. 6 al. 4 CDB).</p>
<p>Art. 3 Identification de l'ayant droit économique</p>	<p>Art. 3 Identification de l'ayant droit économique</p>
<p>¹ La banque doit identifier l'ayant droit économique avec le soin approprié aux circonstances. Lorsqu'il y a doute sur le point de savoir si le cocontractant est lui-même l'ayant droit économique, la banque exige une déclaration écrite au moyen d'un formulaire A indiquant qui est l'ayant droit économique.</p> <p>² Cette règle s'applique à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'ouverture de comptes ou de livrets; – l'ouverture de dépôts; – la conclusion d'opérations fiduciaires; – l'acceptation de mandats de gestion de fortune sur des avoirs déposés auprès de tiers; – l'exécution d'opérations de négoce sur des valeurs mobilières, des devises ainsi que sur des métaux précieux et d'autres marchandises (Commodities) lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à fr. 25 000.-; <p>³ Lors d'opérations de caisse au sens de l'art. 2 CDB portant sur un montant supérieur à fr. 25 000.-, une déclaration du cocontractant relative à l'ayant droit économique doit toujours être exigée. Les banques conservent la déclaration du cocontractant de manière</p>	<p>¹ La banque peut présumer que le cocontractant est aussi l'ayant droit économique. Lorsque le cocontractant n'est pas l'ayant droit économique ou lorsqu'il y a doute à cet égard, la banque exige une déclaration écrite au moyen d'un formulaire A indiquant qui est l'ayant droit économique.</p> <p>² Cette règle s'applique à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'ouverture de comptes ou de livrets; b) l'ouverture de dépôts; c) la conclusion d'opérations fiduciaires; d) l'acceptation de mandats de gestion de fortune sur des avoirs déposés auprès de tiers; e) l'exécution d'opérations de négoce sur des valeurs mobilières, des devises ainsi que sur des métaux précieux et d'autres marchandises (Commodities) lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à CHF 25'000.-; <p>³ Lors d'opérations de caisse au sens de l'art. 2 CDB portant sur un montant supérieur à CHF 25'000.-, une déclaration du cocontractant relative à l'ayant droit économique doit toujours être exigée. La banque conserve la déclaration écrite du cocontractant. Elle est</p>

Nouveau

<p>appropriée. Elles sont libres d'utiliser ou non le formulaire A à cette fin.</p>	<p>libre d'utiliser ou non le formulaire A à cette fin.</p> <p>⁴ Lorsque, dans une relation d'affaires, l'ayant droit économique est une société simple ou une communauté qui n'est pas inscrite au Registre du commerce, aucune déclaration écrite indiquant qui est l'ayant droit économique ne doit être requise lorsque les ayants droit de la société simple ou de la communauté peuvent être constatés sur un support écrit et que les valeurs impliquées dans la relation d'affaires n'excèdent pas CHF 25'000.-.</p>
<p>25</p>	<p>25 Doute quant au fait que le cocontractant est aussi l'ayant droit économique</p>
<p>¹ La banque peut présumer que le cocontractant est aussi l'ayant droit économique. Mais cette présomption est détruite si des constatations insolites sont faites.</p> <p>² Il y a doute dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – lors de la remise d'une procuration à une personne qui ne saurait manifestement avoir des liens suffisamment étroits avec le cocontractant. Les procurations de gestion octroyées à des intermédiaires financiers ne sont pas visées; – lorsque la situation financière de la personne qui veut effectuer l'une des opérations décrites à l'art. 3 CDB est connue de la banque et que les valeurs remises ou sur le point de l'être sont hors de proportion avec la situation financière de cette personne; – ou lorsque, dans le cadre de ses relations avec le client, la banque est amenée à faire d'autres constatations insolites. 	<p>¹ La présomption selon laquelle le cocontractant est aussi l'ayant droit économique est détruite si des constatations insolites sont faites.</p> <p>² Il y a constatations insolites dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) lors de la remise d'une procuration à une personne qui ne saurait manifestement avoir des liens suffisamment étroits avec le cocontractant. Les procurations de gestion qui ne permettent que des transactions à l'intérieur de la relation d'affaires mais qui ne permettent aucun retrait de valeurs, ne sont pas visées; b) lorsque les valeurs remises ou sur le point de l'être sont hors de proportion avec la situation financière du cocontractant, telle que connue de la banque; c) ou lorsque, dans le cadre de ses relations avec le cocontractant, la banque est amenée à faire d'autres constatations insolites.
<p>26</p>	<p>26 Etablissement de relations d'affaires par correspondance avec une personne physique</p>
<p>Lors de l'établissement de relations d'affaires par correspondance avec une personne physique, la déclaration sur formulaire A doit être exigée dans tous les cas. Font exception les cas mentionnés au 18 CDB.</p>	<p>Lors de l'établissement de relations d'affaires par correspondance avec une personne physique, la déclaration sur formulaire A doit être exigée dans tous les cas. Font exception les cas particuliers mentionnés au 18.</p>
<p>27</p>	<p>27 Données à recueillir</p>
<p>Si le cocontractant déclare que l'ayant droit économique est un tiers, il doit indiquer au moyen d'un formulaire A le nom, le prénom, la date de naissance, la nationalité, l'adresse de domicile et le pays du domicile de ce tiers (la raison sociale, le siège et l'Etat du siège, s'il s'agit d'une personne morale ou d'une société). L'art. 3, al. 3 CDB demeure réservé. Lorsque l'ayant droit économique provient d'un pays dans lequel les dates de naissance ou les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'exigence de ces données ne s'applique pas.</p>	<p>¹ Si le cocontractant déclare que l'ayant droit économique est un tiers, le nom, le prénom, la date de naissance, la nationalité, l'adresse de domicile et le pays du domicile de ce tiers (la raison sociale, le siège et l'Etat du siège, s'il s'agit d'une personne morale ou d'une société) doivent être documentés au moyen d'un Formulaire A. L'art. 3, al. 3 CDB demeure réservé. Lorsque l'ayant droit économique provient d'un pays dans lequel les dates de naissance ou les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'exigence de ces données ne s'applique pas.</p> <p>² A titre exceptionnel, les données exigées à propos de l'ayant droit économique peuvent également être fournies sous la forme de copies simples des documents d'identification ou</p>

Nouveau

	<p>de copies simples d'autres documents émis par une autorité, au sens des 9 ss. Dans de tels cas, le formulaire A doit au moins contenir le nom et le prénom, ou la raison sociale de l'ayant droit économique.</p> <p>³ La banque est en droit d'apposer sur le formulaire A le numéro du compte ou du dépôt, même après que le Formulaire A a été rempli et signé.</p>	Nouveau
28	28 Signature du Formulaire A	
<p>Le formulaire A peut être signé par le cocontractant ou par un fondé de procuration (légitimé par une procuration écrite spécifique ou générale). Dans le cas des personnes morales, le formulaire A ou la procuration doit être signé par les personnes autorisées à signer en vertu de la documentation de la société.</p>	<p>Le formulaire A peut être signé par le cocontractant ou par un fondé de procuration (légitimé par une procuration écrite spécifique ou générale). Dans le cas des personnes morales, le formulaire A ou la procuration doit être signé par les personnes autorisées à signer en vertu de la documentation de la société.</p>	
29	29 Doutes sérieux quant à l'exactitude de la déclaration du cocontractant	
<p>Si des doutes sérieux persistent quant à l'exactitude de la déclaration écrite du cocontractant et si ceux-ci ne peuvent être levés par d'autres éclaircissements, la banque refuse d'entrer en relation d'affaires ou s'abstient d'exécuter l'opération en question.</p>	<p>Si des doutes sérieux persistent quant à l'exactitude de la déclaration écrite du cocontractant et si ceux-ci ne peuvent être levés par d'autres éclaircissements, la banque refuse d'entrer en relation d'affaires ou s'abstient d'exécuter l'opération en question.</p>	
30	30 Formulaire A modèle	
<p>Le formulaire A est annexé à la présente convention. Ce formulaire peut être obtenu en version française, allemande, italienne, espagnole et anglaise auprès du secrétariat de l'Association suisse des banquiers.</p>	<p>Le formulaire A est annexé à la présente convention.</p>	
31	31 Formulaire A analogue au formulaire A modèle	
<p>Les banques ont le droit de faire imprimer leurs propres formulaires, correspondant à leurs besoins particuliers. Ces formulaires doivent contenir le texte intégral du formulaire modèle.</p>	<p>Les banques ont le droit d'utiliser leurs propres formulaires, correspondant à leurs besoins particuliers. Le contenu de tels formulaires doit être équivalent à celui du formulaire modèle.</p>	
32	32 Comptes globaux et dépôts globaux	
<p>En ce qui concerne les comptes globaux et les dépôts globaux, le titulaire du compte ou du dépôt doit fournir à la banque une liste exhaustive des ayants droit économiques comportant les indications prévues au 27 CDB et communiquer immédiatement à la banque toute modification.</p>	<p>¹ En ce qui concerne les comptes globaux et les dépôts globaux, le cocontractant doit fournir à la banque une liste exhaustive des ayants droit économiques comportant les indications prévues au 27 et communiquer immédiatement à la banque toute modification.</p> <p>² Ne sont pas considérés comme comptes globaux les comptes détenus par des sociétés opérationnelles, sur lesquels sont effectuées des transactions liées à des prestations professionnelles telles que le recouvrement, l'administration d'immeubles, le factoring, etc. Les comptes d'une entreprise de transfert ou de transport des fonds ne sont pas non plus considérés comme comptes globaux. La banque verse une note au dossier qui décrit cet état de fait.</p>	Nouveau

<p>33</p> <p>Dans les formes de placement collectif et sociétés de participations qui regroupent plus de 20 ayants droit économiques en qualité d'investisseurs, les indications prescrites au 27 CDB ne sont exigées que pour les ayants droit économiques qui, seuls ou de concert, détiennent au moins 5% des valeurs patrimoniales déposées. Lorsque le nombre des ayants droit économiques est inférieur ou égal à 20, les indications prescrites au 27 CDB doivent être retenues pour chacun d'entre eux. Il n'y a pas lieu d'exiger une déclaration relative à l'ayant droit économique pour les formes de placement collectif qui sont cotées en bourse.</p>	<p>33 Formes de placement collectif et sociétés de participations</p> <p>¹ Dans les formes de placement collectif et les sociétés de participations qui regroupent 20 investisseurs ou moins, ces derniers doivent être considérés comme ayants droit économiques et être identifiés comme tels.</p> <p>² Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des formes de placement collectif et des sociétés de participations qui sont cotées en bourse. Par ailleurs, la banque peut renoncer à l'identification de l'ayant droit économique lorsque le promoteur ou sponsor de la forme de placement collectif ou de la société de participations est un intermédiaire financier visé par le 34, pour autant que ce dernier démontre être assujéti à des règles appropriées en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.</p>
<p>34</p> <p>¹ Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est en principe exigée des banques dont le siège est en Suisse ou à l'étranger. Par banques, on entend les établissements définis comme tels par les lois correspondantes de l'Etat de leur siège. Il convient toutefois d'exiger des déclarations relatives à l'ayant droit économique lorsqu'une banque qui n'est pas assujéti à une surveillance et à une réglementation appropriées en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, fait ouvrir des sous-comptes pour des clients non spécifiés.</p> <p>² Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des autres intermédiaires financiers dont le domicile ou le siège est en Suisse. La même règle vaut pour les autres intermédiaires financiers dont le domicile ou le siège se situe à l'étranger et qui sont assujétis à une surveillance appropriée ainsi qu'à une réglementation appropriée en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.</p> <p>³ Sont réputés autres intermédiaires financiers suisses et étrangers : les directions de fonds de placement, les compagnies d'assurance sur la vie, les négociants en valeurs mobilières et les institutions de prévoyance professionnelle exemptées d'impôts tels que définis par l'art. 2 al. 2 LBA. Pour la définition des intermédiaires financiers étrangers, les lois correspondantes de l'Etat de leur siège sont applicables.</p> <p>⁴ Toutefois, la déclaration relative à l'ayant droit économique sera exigée ou d'autres mesures seront prises lorsque des indications révèlent qu'une banque ou un autre</p>	<p>34 Banque et autres intermédiaires financiers ainsi qu'autorités suisses en qualité de cocontractants</p> <p>¹ Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est en principe exigée des banques et négociants en valeurs mobilières dont le siège est en Suisse ou à l'étranger. Par banques et négociants en valeurs mobilières, on entend les établissements définis comme tels par les lois correspondantes de l'Etat de leur siège. Il convient toutefois d'exiger une déclaration relative à l'ayant droit économique lorsqu'une banque ou un négociant en valeurs mobilières qui n'est pas assujéti à une surveillance et à une réglementation appropriées en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, fait ouvrir des sous-comptes pour des clients non spécifiés.</p> <p>² Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des autres intermédiaires financiers dont le domicile ou le siège est en Suisse. La même règle vaut pour les autres intermédiaires financiers dont le domicile ou le siège se situe à l'étranger et qui sont assujétis à une surveillance appropriée ainsi qu'à une réglementation appropriée en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Lorsque l'intermédiaire financier étranger fait partie d'un groupe surveillé de manière consolidée, dont la société-mère a son siège dans un pays disposant d'une surveillance appropriée ainsi que d'une réglementation appropriée en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, il peut lui aussi être considéré comme assujéti à une surveillance appropriée et à une réglementation appropriée .</p> <p>³ Sont réputés autres intermédiaires financiers suisses : les intermédiaires financiers au sens de l'art. 2 al. 2 et de l'art. 2 al. 4 lit. b LBA. Pour la définition des intermédiaires financiers étrangers, les lois correspondantes de l'Etat de leur siège sont applicables.</p> <p>⁴ Toutefois, la déclaration relative à l'ayant droit économique sera exigée ou d'autres mesures seront prises lorsque des indications révèlent qu'une banque, un négociant en</p>

Nouveau

<p>intermédiaire financier commet des abus ou lorsque la Commission fédérale des banques ou l'Association suisse des banquiers ont émis des mises en garde de portée générale sur certains établissements en particulier ou sur les établissements d'un pays déterminé.</p>	<p>valeurs mobilières ou un autre intermédiaire financier commet des abus ou lorsque la Commission fédérale des banques ou l'ASB ont émis des mises en garde de portée générale sur certains établissements en particulier ou sur les établissements d'un pays déterminé.</p> <p>⁵ Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des autorités suisses.</p>
<p>35</p>	<p>35 Délégation de l'identification de l'ayant droit économique et moment de l'exécution de l'obligation de documenter l'identification</p>
<p>¹ La délégation de l'identification de l'ayant droit économique est autorisée aux conditions mentionnées au 21 CDB.</p> <p>² Le 24 est applicable par analogie à l'identification de l'ayant droit économique.</p>	<p>¹ La délégation de l'identification de l'ayant droit économique est autorisée aux conditions mentionnées au 21 CDB.</p> <p>² Le 24 est applicable par analogie à l'identification de l'ayant droit économique.</p>
<p>36</p>	<p>36 Dispositions légales en matière de documentation</p>
<p>La banque prend des dispositions garantissant que l'organe de révision interne et l'institution de révision prévue par la loi sur les banques puissent contrôler l'identification de l'ayant droit économique.</p>	<p>¹ La banque doit prendre les dispositions pour s'assurer que, la procédure d'identification de l'ayant droit économique a été correctement et suffisamment documentée.</p> <p>² Ces dispositions impliquent notamment que l'arrivée des documents relatifs à l'identification de l'ayant droit économique auprès de la banque ou de leur disponibilité dans le système de la banque, puisse être retracée.</p>
<p>37</p>	<p>37 Dispositions particulières pour les sociétés de domicile et les personnes tenues au secret professionnel</p>
<p>Demeurent réservées les dispositions particulières relatives aux sociétés de domicile et aux personnes tenues au secret professionnel (art. 4 et 5, 38-46 CDB).</p>	<p>Demeurent réservées les dispositions particulières relatives aux sociétés de domicile et aux personnes tenues au secret professionnel (art. 4 et 5, 38-46 CDB).</p>
<p>Art. 4 Procédure relative aux sociétés de domicile</p>	<p>Art. 4 Procédure relative aux sociétés de domicile</p>
<p>¹ Sont réputés sociétés de domicile au sens de la présente convention toutes les sociétés, établissements, fondations, trusts/entreprises fiduciaires, etc., qui n'exercent pas dans l'Etat de leur siège une activité de commerce ou de fabrication, ou une autre activité exploitée en la forme commerciale.</p>	<p>¹ Sont réputés sociétés de domicile au sens de la CDB, sous réserve de l'al. 2, toutes les personnes morales suisses et étrangères, sociétés, établissements, fondations, trusts/entreprises fiduciaires et constructions semblables, qui n'exercent pas une activité de commerce ou de fabrication, ou une autre activité exploitée en la forme commerciale.</p> <p>² Ne sont pas considérées comme sociétés de domicile les personnes morales et sociétés qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues, et qui se tiennent exclusivement aux buts statutaires précités. (nдр : ch. 39 CDB 03)</p>

Nouveau

<p>² Les banques doivent exiger des sociétés de domicile suisses et étrangères :</p> <p>a) un extrait du Registre du commerce ou une pièce équivalente (cf. 12–16 CDB), en vue de la vérification de leur identité;</p> <p>b) une déclaration, établie sur formulaire A, par laquelle le cocontractant indique qui est l’ayant droit économique des valeurs patrimoniales.</p> <p>³ Lorsque la banque connaît l’ayant droit économique et dispose des indications prescrites par le 27 CDB, elle peut renoncer à l’utilisation du formulaire A en enregistrant ces informations au dossier.</p>	<p>³ Les banques doivent exiger des sociétés de domicile suisses et étrangères :</p> <p>a) un extrait du registre du commerce ou une pièce équivalente (cf. 12-16), en vue de la vérification de leur identité;</p> <p>b) une déclaration, établie sur formulaire A, sur formulaire T ou sur un document au contenu équivalent au sens des 31 et 43 par laquelle le cocontractant indique qui est l’ayant droit économique des valeurs patrimoniales.</p> <p>⁴ Lorsque la banque connaît l’ayant droit économique et dispose des indications prescrites par le 27 CDB, elle peut renoncer à l’utilisation du formulaire A en enregistrant ces informations au dossier.</p>
<p>I. Sociétés de domicile</p>	
<p>38</p> <p>Sont réputées sociétés de domicile, sans égard à leur but, à leur fonction, à leur forme juridique et à leur siège, les entreprises (suisses ou étrangères) qui</p> <p>a) ne disposent pas de leurs propres locaux (siège auprès d’un avocat, d’une société fiduciaire, d’une banque, etc.) ou</p> <p>b) n’ont pas de personnel propre, travaillant exclusivement pour elles, ou dont le personnel propre n’est occupé qu’à des tâches administratives (tenue de la comptabilité et de la correspondance sur instructions des personnes ou sociétés dominant la société de domicile).</p>	<p>38 Notions de sociétés de domicile</p> <p>¹ Une société présente des indices qu’elle est une société de domicile lorsque :</p> <p>a) elle ne dispose pas de ses propres locaux (adresse c/o, siège auprès d’un avocat, d’une société fiduciaire, d’une banque, etc.) ou</p> <p>b) elle n’a pas de personnel propre.</p> <p>² Si, malgré la présence des deux indices précités ou de l’un d’entre eux, la banque décide qu’il ne s’agit pas d’une société de domicile, elle verse au dossier une note décrivant les motifs de sa décision.</p>
<p>39</p> <p>Sont également réputées sociétés de domicile, les fondations de famille ainsi que d’autres personnes morales et sociétés qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues, pour autant que la banque constate que les buts statutaires ne sont pas les seuls à être poursuivis.</p>	<p>39 Sociétés holding, sociétés immobilières, etc.</p> <p>Ne sont pas considérées comme étant des sociétés de domicile, notamment les sociétés, établissements, fondations, Trust/ entreprises fiduciaires qui détiennent la majorité du capital d’une ou plusieurs sociétés exerçant une activité de commerce ou de fabrication ou une autre activité exploitée en la forme commerciale, et dont le but ne constitue pas principalement à gérer le patrimoine de tiers. Cette disposition est applicable par analogie aux sociétés qui détiennent et administrent des immeubles. La banque verse au dossier une note décrivant cet état de fait.</p>
<p>40</p>	<p>40 Ayant droit économique d’une société de domicile</p>

Nouveau

Nouveau

<p>L'ayant droit économique d'une société de domicile peut être soit une personne physique, soit une personne morale qui exerce une activité de commerce ou de fabrication ou une autre activité exploitée en la forme commerciale. Une société de domicile ne peut pas être elle-même ayant droit économique.</p>	<p>L'ayant droit économique d'une société de domicile peut être soit une personne physique, soit une personne morale qui exerce une activité de commerce ou de fabrication ou une autre activité exploitée en la forme commerciale. Une société de domicile ne peut pas être elle-même ayant droit économique.</p>
<p>41</p>	<p>41 Mode d'identification de l'ayant droit économique</p>
<p>L'identification des ayants droit économiques doit être établie et conservée conformément aux 27 et 28 CDB. Le 29 CDB est applicable.</p>	<p>L'identification des ayants droit économiques doit être établie et conservée conformément aux 27 et 28 Le 29 est applicable.</p>
<p>42</p>	<p>42 Sociétés cotées en bourse</p>
<p>Il n'y a pas lieu d'identifier les ayants droit économiques d'une société de domicile cotée en bourse.</p>	<p>Il n'y a pas lieu d'identifier les ayants droit économiques d'une société de domicile cotée en bourse.</p>
<p>43</p>	<p>43 Valeurs patrimoniales sans ayant droit économique déterminé</p>
<p>Dans le cas de groupements de personnes ou d'entités patrimoniales pour lesquels il n'existe pas d'ayant droit économique déterminé (p. ex. les discretionary trusts), une déclaration écrite confirmant cet état de fait doit être exigée du cocontractant, en lieu et place de l'identification de l'ayant droit économique. Cette déclaration doit en outre indiquer le fondateur effectif (et non pas fiduciaire) ainsi que, si elles peuvent être déterminées, les personnes habilitées à donner des instructions au cocontractant ou à ses organes et le cercle des personnes pouvant entrer en ligne de compte comme bénéficiaires (par catégorie, p. ex. «membres de la famille du fondateur»). S'il existe des curateurs, des protecteurs, etc., ils doivent également figurer dans la déclaration.</p>	<p>¹ Dans le cas de groupements de personnes ou d'entités patrimoniales et de fondations pour lesquels il n'existe pas d'ayant droit économique déterminé (p. ex. les discretionary trusts), une déclaration écrite confirmant cet état de fait doit être exigée du cocontractant, en lieu et place de l'identification de l'ayant droit économique. Cette déclaration doit en outre indiquer le fondateur effectif (et non pas fiduciaire) ainsi que, si elles peuvent être déterminées, les personnes habilitées à donner des instructions au cocontractant ou à ses organes et le cercle des personnes pouvant entrer en ligne de compte comme bénéficiaires (par catégorie, p. ex. « membres de la famille du fondateur »). S'il existe des curateurs, des protecteurs, etc., ils doivent également figurer dans la déclaration.</p> <p>² La déclaration peut être faite en utilisant le formulaire T. Le formulaire T est annexé à la CDB. Les banques ont le droit d'utiliser leurs propres formulaires correspondant à leurs besoins particuliers. Le contenu de tels formulaires doit être équivalent à celui du formulaire modèle.</p>
<p>44</p>	<p>44 Constructions révocables</p>
<p>Pour les constructions révocables (p. ex. les revocable trusts), le fondateur effectif doit être indiqué comme ayant droit économique.</p>	<p>Pour les constructions révocables (p. ex. les revocable trusts), les personnes habilitées à procéder à la révocation doivent être indiquées comme ayants droit économiques.</p>
<p>III. Modification des signatures autorisées 45</p>	<p>45 Modifications des signatures autorisées</p>
<p>Si des changements interviennent dans les signatures autorisées de la société de domicile dans ses relations avec la banque, cette dernière doit répéter la procédure prévue à l'art. 4, al. 2, lit. B CDB, à moins qu'il soit manifeste ou qu'elle n'obtienne confirmation écrite de la</p>	<p>Si des changements interviennent dans les signatures autorisées de la société de domicile dans ses relations avec la banque, cette dernière doit répéter la procédure prévue à l'art. 4, al. 3, lit. b si elle fait des constatations visées par l'art. 6 al. 1. Si la banque ne parvient pas à</p>

Nouveau

<p>part des organes dirigeants de la société de domicile ou de ses signataires autorisés du fait que l'ayant droit économique n'a pas changé. Si la banque ne parvient pas à établir clairement qui est l'ayant droit économique, l'art. 6, al. 3 CDB est applicable.</p>	<p>établir clairement qui est l'ayant droit économique, l'art. 6, al. 3 est applicable.</p>
<p>Article 5 Personnes tenues à un secret professionnel</p>	<p>Article 5 Personnes tenues à un secret professionnel</p>
<p>Les banques peuvent renoncer à l'identification de l'ayant droit économique pour les comptes ou les dépôts établis au nom d'avocats ou de notaires autorisés à exercer en Suisse, pour le compte de leurs clients, dans la mesure où, selon une déclaration écrite de l'avocat ou du notaire, les comptes et les dépôts concernés ne servent qu'à l'un des buts suivants expressément reconnaissable (nature du mandat) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) – paiement d'avances ou de frais de procédure, de sûretés, de contributions de droit public, etc., versements en faveur ou de la part d'une partie, de tiers ou d'une autorité, ainsi que, dans la mesure appropriée, les placements à court terme qui leur sont liés, (libellé p. ex. «avoirs de clients – compte/dépôt de passage»); b) – dépôt de valeurs patrimoniales ainsi que, dans la mesure appropriée, les placements qui lui sont liés, relatif à un partage successoral en cours ou à l'exécution de dispositions à cause de mort (libellé p. ex. «succession» ou «partage successoral»); – dépôt/placement de valeurs patrimoniales relatif à la liquidation en cours d'un régime matrimonial dans le cadre d'un divorce ou d'une séparation (libellé p. ex. «liquidation de régime matrimonial/divorce»); – dépôt/placement à titre de sûretés de valeurs patrimoniales dans le cadre d'affaires de droit civil ou de droit public (libellé p. ex. «compte/dépôt escrow», «dépôt bloqué pour achat d'actions», «dépôt à titre de sûreté d'une caution de l'entrepreneur», «dépôt à titre de sûreté, impôt sur les bénéfices immobiliers», etc.); – dépôt de valeurs patrimoniales ainsi que, dans la mesure appropriée, les placements qui lui sont liés, dans le cadre de procédures de droit civil ou de droit public devant les tribunaux ordinaires ou arbitraux, ainsi que dans le cadre de procédures d'exécution forcée (libellé p. ex. «provisions», «garantie caution judiciaire», «masse en faillite», «procédure arbitrale», etc.). 	<p>Les banques peuvent renoncer à l'identification de l'ayant droit économique <u>en cas</u> de comptes ou de dépôts établis par des avocats ou notaires autorisés à exercer en Suisse, ou par des études d'avocats ou de notaires organisées en la forme de sociétés pour le compte de leurs clients, dans la mesure où ces cocontractants confirment par écrit à la banque que :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) ils ne sont pas eux-mêmes l'ayant droit économique des valeurs en compte et, b) ils exercent l'activité d'avocat ou de notaire et sont soumis à la législation cantonale et fédérale en la matière, c) ils sont soumis au secret professionnel protégé par la loi (art. 321 CPS) en ce qui concerne les valeurs en compte, d) le compte/dépôt est exclusivement utilisé dans le cadre de l'activité d'avocat/de notaire.
<p>46</p>	<p>46 Formulaire R modèle</p>
<p>¹ Un formulaire R, destiné à la déclaration selon l'art. 5 CDB, est disponible en français, allemand et italien auprès du secrétariat de l'Association suisse des banquiers, à Bâle.</p> <p>² Les formulaires que les banques peuvent établir selon leurs besoins particuliers doivent contenir le texte intégral du formulaire modèle (voir annexe).</p>	<p>Un formulaire R, destiné à la déclaration selon l'art. 5 figure en annexe à la CDB. Les banques ont le droit d'utiliser leurs propres formulaires correspondant à leurs besoins particuliers. Le contenu de tels formulaires doit être équivalent à celui du formulaire modèle.</p>
<p>Article 6</p>	<p>Article 6 Répétition de la procédure de vérification de l'identité du</p>

Nouveau

	cocontractant ou de la procédure d'identification de l'ayant droit économique (art. 2-5 CDB)
<p>Modifications ou défauts en relation avec la vérification de l'identité du cocontractant ou l'identification de l'ayant droit économique (art. 2-5 CDB)</p> <p>¹ La banque doit répéter la procédure prévue aux articles 2, 9-24, et articles 3 et 4, 25-45 CDB</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque dans le courant des relations d'affaires, un doute survient <ul style="list-style-type: none"> - au sujet de l'exactitude des indications données sur l'identité du cocontractant - sur le point de savoir si le cocontractant est lui-même l'ayant droit économique, ou - sur le point de savoir si la déclaration remise au sujet de l'ayant droit économique est conforme à la réalité; - lorsque des indices de modifications survenues a posteriori existent. <p>² Lorsqu'une banque constate qu'une déclaration au sens de l'art. 5 CDB a été établie à tort, elle doit exiger de son cocontractant l'identification de l'ayant droit économique au moyen d'un formulaire A. Si la déclaration relative à l'ayant droit économique n'est pas fournie, les relations d'affaires doivent être rompues.</p> <p>³ Les banques sont tenues de rompre leurs relations avec le cocontractant lorsque les opérations effectuées laissent soupçonner que la banque a été trompée lors de la vérification de l'identité du cocontractant, lorsque des indications sciemment erronées lui ont été données à propos de l'ayant droit économique ou lorsque des doutes subsistent au sujet des indications fournies par le cocontractant après que la procédure visée à l'al. 1 a été menée à bien.</p> <p>⁴ Les relations avec le cocontractant ne peuvent plus être rompues lorsque les conditions de l'obligation de communiquer (art. 9 LBA) sont remplies.</p>	<p>¹ La banque doit répéter la procédure prévue aux articles 2, 9-24, et articles 3 et 4, 25-45 CDB lorsque dans le courant des relations d'affaires, un doute survient :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) au sujet de l'exactitude des indications données sur l'identité du cocontractant b) sur le point de savoir si le cocontractant est lui-même l'ayant droit économique, ou c) sur le point de savoir si la déclaration remise au sujet de l'ayant droit économique est conforme à la réalité, <p>et que ce doute n'ayant pas pu être levé par des clarifications éventuelles;</p> <p>² Lorsqu'une banque constate qu'une déclaration au sens de l'art. 5 CDB a été établie à tort, elle doit exiger de son cocontractant l'identification de l'ayant droit économique au moyen d'un formulaire A. Si la déclaration relative à l'ayant droit économique n'est pas fournie, les relations d'affaires doivent être rompues.</p> <p>³ Les banques sont tenues de rompre leurs relations avec le cocontractant lorsqu'elles constatent que la banque a été trompée lors de la vérification de l'identité du cocontractant, lorsque des indications sciemment erronées lui ont été données à propos de l'ayant droit économique ou lorsque des doutes subsistent au sujet des indications fournies par le cocontractant après que la procédure visée à l'al. 1 a été menée à bien.</p> <p>⁴ Les relations avec le cocontractant ne peuvent plus être rompues lorsque les conditions de l'obligation de communiquer (art. 9 LBA) sont remplies.</p>
<p>47</p>	<p>47 Rupture des relations d'affaires</p>
<p>Les relations existantes doivent être rompues aussi rapidement qu'il est possible de le faire sans violer le contrat. Si la banque n'est pas en mesure d'atteindre le cocontractant, en raison des instructions reçues en matière de correspondance, elle peut attendre pour rompre les relations d'affaires la prochaine visite de ce dernier ou la prochaine remise de correspondance.</p>	<p>Les relations existantes doivent être rompues aussi rapidement qu'il est possible de le faire sans violer le contrat. Si la banque n'est pas en mesure d'atteindre le cocontractant, en raison des instructions reçues en matière de correspondance, elle peut attendre pour rompre les relations d'affaires la prochaine visite de ce dernier ou la prochaine remise de correspondance.</p>
<p>B. INTERDICTION DE L'ASSISTANCE ACTIVE A LA FUITE DES CAPITAUX</p>	<p>B. INTERDICTION DE L'ASSISTANCE ACTIVE A LA FUITE DES CAPITAUX</p>

Art. 7 Fuite des capitaux	Art. 7 Fuite des capitaux
Les banques ne doivent prêter aucune assistance active au transfert de capitaux hors des pays dont la législation prévoit des restrictions en matière de placement de fonds à l'étranger.	Les banques ne doivent prêter aucune assistance active au transfert de capitaux hors des pays dont la législation prévoit des restrictions en matière de placement de fonds à l'étranger.
48	48 Notion de fuites de capitaux
<p>¹ La fuite de capitaux est un transfert non autorisé de capitaux effectué sous la forme de devises, de billets de banque ou de papiers-valeurs et provenant d'un pays qui interdit ou limite un tel transfert à l'étranger de la part de ses résidents.</p> <p>² La simple obligation d'annonce lors de transferts de capitaux ne constitue pas une limite à la circulation de capitaux au sens de la convention.</p>	<p>¹ La fuite de capitaux est un transfert non autorisé de capitaux effectué sous la forme de devises, de billets de banque ou de papiers-valeurs et provenant d'un pays qui interdit ou limite un tel transfert à l'étranger de la part de ses résidents.</p> <p>² La simple obligation d'annonce lors de transferts de capitaux ne constitue pas une limite à la circulation de capitaux au sens de la convention.</p>
49	49 Transferts de capitaux vers l'étranger
L'art. 7 CDB n'est pas applicable au transfert de capitaux de Suisse à l'étranger.	L'art. 7 CDB n'est pas applicable au transfert de capitaux de Suisse à l'étranger.
50	50 Formes d'assistance active
<p>Sont considérés comme assistance active :</p> <p>a) l'organisation de l'accueil de clients à l'étranger en dehors des propres locaux de la banque dans le but d'accepter des fonds;</p> <p>b) la participation, à l'étranger, à l'organisation d'opérations de compensation, lorsque la banque sait ou, d'après l'ensemble des circonstances, doit savoir que la compensation sert à la fuite de capitaux;</p> <p>c) la collaboration active avec des personnes ou sociétés qui organisent pour des tiers la fuite de capitaux ou apportent une aide à cet effet</p> <ul style="list-style-type: none"> – en leur donnant des ordres; – en leur promettant des commissions; – en tenant leurs comptes lorsque la banque sait que ces personnes ou sociétés utilisent leurs comptes professionnellement en vue d'aider la fuite des capitaux; <p>d) le fait de donner <u>au client</u> des indications sur des personnes et sociétés mentionnées sous lit. c.</p>	<p>Sont considérés comme assistance active :</p> <p>a) l'organisation de l'accueil de clients à l'étranger en dehors des propres locaux de la banque dans le but d'accepter des fonds;</p> <p>b) la participation, à l'étranger, à l'organisation d'opérations de compensation, lorsque la banque sait ou, d'après l'ensemble des circonstances, doit savoir que la compensation sert à la fuite de capitaux;</p> <p>c) la collaboration active avec des personnes ou sociétés qui organisent pour des tiers la fuite de capitaux ou apportent une aide à cet effet</p> <ul style="list-style-type: none"> • en leur donnant des ordres; • en leur promettant des commissions; • en tenant leurs comptes lorsque la banque sait que ces personnes ou sociétés utilisent leurs comptes professionnellement en vue d'aider la fuite des capitaux; <p>d) le fait de donner <u>au cocontractant</u> des indications sur des personnes et sociétés mentionnées sous lit. c.</p>
51	51 Visites des clients à l'étranger

<p>Les visites rendues à des clients à l'étranger sont autorisées dans la mesure où le mandataire de la banque n'accepte pas <u>de fonds</u> dont le transfert est interdit, ne donne aucun conseil en vue du transfert illégal de capitaux, ni ne participe à des opérations de compensation.</p>	<p>Les visites rendues à des clients à l'étranger sont autorisées dans la mesure où le mandataire de la banque n'accepte pas de <u>valeurs patrimoniales</u> dont le transfert est interdit, ne donne aucun conseil en vue du transfert illégal de capitaux, ni ne participe à des opérations de compensation.</p>
52	52 Acceptation de valeurs patrimoniales en Suisse
<p>Pour le surplus, <u>les fonds</u> de clients étrangers peuvent être acceptés en Suisse.</p>	<p>Pour le surplus, <u>les valeurs patrimoniales</u> de clients étrangers peuvent être acceptées en Suisse.</p>
C. INTERDICTION DE L'ASSISTANCE ACTIVE A LA SOUSTRACTION FISCALE ET A DES ACTES ANALOGUES	C. INTERDICTION DE L'ASSISTANCE ACTIVE A LA SOUSTRACTION FISCALE ET A DES ACTES ANALOGUES
Art. 8 Soustraction fiscale et actes analogues	Art. 8 Soustraction fiscale et actes analogues
<p>Les banques ne doivent pas fournir une aide à leurs <u>clients</u> dans des manoeuvres visant à tromper les autorités suisses et étrangères, en particulier les autorités fiscales, au moyen d'attestations incomplètes ou pouvant induire en erreur d'une autre manière.</p>	<p>Les banques ne doivent pas fournir une aide à leurs <u>cocontractants</u> dans des manoeuvres visant à tromper les autorités suisses et étrangères, en particulier les autorités fiscales, au moyen d'attestations incomplètes ou pouvant induire en erreur d'une autre manière.</p>
53	53 Attestations incomplètes
<p>¹ Il est interdit de délivrer <u>au client</u> lui-même ou, à sa demande, directement à des autorités suisses ou étrangères, des attestations incomplètes ou de nature à induire en erreur d'une autre manière.</p> <p>² On entend par autorités, notamment, les autorités fiscales, douanières, monétaires et de surveillance des banques, ainsi que les autorités chargées des poursuites pénales.</p>	<p>¹ Il est interdit de délivrer au <u>cocontractant</u> lui-même ou, à sa demande, directement à des autorités suisses ou étrangères, des attestations incomplètes ou de nature à induire en erreur d'une autre manière.</p> <p>² On entend par autorités, notamment, les autorités fiscales, douanières, monétaires et de surveillance des banques, ainsi que les autorités chargées des poursuites pénales.</p>
54	54 Attestations émises dans un but particulier et modification des attestations
<p>¹ Sont soumises à cette interdiction les attestations particulières demandées par <u>le client</u> à l'intention d'autorités.</p> <p>² Les pièces justificatives établies régulièrement, telles qu'extraits de compte et de dépôt, avis de crédit et de débit, décomptes d'opérations de change, décomptes de coupons et de bourse, ne doivent pas être modifiées par la banque dans le but de tromper.</p>	<p>¹ Sont soumises à cette interdiction les attestations particulières demandées par le <u>cocontractant</u> à l'intention d'autorités.</p> <p>² Les pièces justificatives établies régulièrement, telles qu'extraits de compte et de dépôt, avis de crédit et de débit, décomptes d'opérations de change, décomptes de coupons et de bourse, ne doivent pas être modifiées par la banque dans le but de tromper.</p>
55	55 Notion d'attestation incomplète

<p>¹ Les attestations sont incomplètes lorsque des faits significatifs sont omis en vue de tromper des autorités, par exemple lorsque la banque supprime, à la demande <u>du client</u>, une ou plusieurs positions dans une attestation particulière ou dans un extrait de compte ou de dépôt.</p> <p>² Dans les extraits de compte ou de dépôt, il n'est pas nécessaire de mentionner que d'autres comptes ou dépôts sont tenus pour le <u>même client</u>.</p>	<p>¹ Les attestations sont incomplètes lorsque des faits significatifs sont omis en vue de tromper des autorités, par exemple lorsque la banque supprime, à la demande du <u>cocontractant</u>, une ou plusieurs positions dans une attestation particulière ou dans un extrait de compte ou de dépôt.</p> <p>² Dans les extraits de compte ou de dépôt, il n'est pas nécessaire de mentionner que d'autres comptes ou dépôts sont tenus pour le même <u>cocontractant</u>.</p>
<p>56</p>	<p>56 Notion d'attestations de nature à induire en erreur</p>
<p>Les attestations sont de nature à induire en erreur lorsque des faits sont présentés de manière contraire à la vérité, en vue de tromper les autorités, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) en indiquant des dates, des montants ou des cours qui ne correspondent pas à la réalité ou en établissant des avis de crédit ou de débit portant des indications fausses sur les titulaires des comptes; b) en attestant des créances ou des dettes fictives (sans égard au fait que l'attestation corresponde ou non aux livres de la banque); c) par la mise à disposition des propres comptes de la banque, dans la mesure où elle permet au <u>client</u> d'éviter des contributions fiscales dues. 	<p>Les attestations sont de nature à induire en erreur lorsque des faits sont présentés de manière contraire à la vérité, en vue de tromper les autorités, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) en indiquant des dates, des montants ou des cours qui ne correspondent pas à la réalité ou en établissant des avis de crédit ou de débit portant des indications fausses sur les titulaires des comptes; b) en attestant des créances ou des dettes fictives (sans égard au fait que l'attestation corresponde ou non aux livres de la banque); c) par la mise à disposition des propres comptes de la banque, dans la mesure où elle permet au <u>cocontractant</u> d'éviter des contributions fiscales dues.
<p>D. AUTRES DISPOSITIONS</p>	<p>D. AUTRES DISPOSITIONS</p>
<p>Art. 9 Comptes numérotés</p>	<p>Art. 9 Comptes numérotés</p>
<p>Les dispositions de la présente convention s'appliquent sans aucune réserve aux comptes, livrets, dépôts et compartiments de coffre-fort désignés par un numéro ou un code.</p>	<p>Les dispositions de la présente convention s'appliquent sans aucune réserve aux comptes, livrets, dépôts et compartiments de coffre-fort désignés par un numéro ou un code.</p>
<p>57</p>	<p>57 Inclusion des comptes numérotés dans les attestations</p>
<p>Les comptes et dépôts numérotés ou désignés par un code, y compris les placements fiduciaires, doivent être inclus dans les attestations relatives à l'ensemble des relations d'affaires avec un client.</p>	<p>Les comptes et dépôts numérotés ou désignés par un code, y compris les placements fiduciaires, doivent être inclus dans les attestations relatives à l'ensemble des relations d'affaires avec un client.</p>
<p>Art. 10 Contrôle par les organes de révision</p>	<p>Art. 10 Contrôle par la société d'audit</p>

¹ En adhérant à la présente convention, les banques chargent leurs organes de révision prévus par la loi sur les banques et leur donnent l'autorisation de vérifier par sondages, à l'occasion de la révision ordinaire des comptes, que les dispositions de la convention ont été respectées. Les organes de révision prévus par la loi sur les banques communiquent à la Commission de surveillance instituée par l'art. 12 CDB et à la Commission fédérale des banques les infractions qu'ils constatent ou qu'ils peuvent légitimement soupçonner.

² L'Association suisse des banquiers transmet aux organes de révision agréés le texte de la présente convention ainsi que la liste des signataires. Elle leur transmet ainsi le mandat décrit.

¹ En application de la circulaire CFB 05/1 « Audit », le respect des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, lesquelles comprennent aussi les dispositions de la CDB, est soumis à un audit. La circulaire précitée énonce les prescriptions à observer dans le cadre de l'examen des ouvertures de la relation d'affaires et du déroulement de ces dernières. En adhérant à la présente convention, les banques chargent leurs sociétés d'audit de vérifier, selon les modalités de l'al. 2, que les dispositions de la CDB ont été respectées et de communiquer, selon les dispositions de l'al. 3, les violations constatées.

² L'audit de la conformité avec les art. 2-9 CDB est effectué chaque année. L'audit vise les relations d'affaires ouvertes postérieurement au dernier contrôle. L'étendue du contrôle par sondage et le déroulement du contrôle tiennent compte du principe d'une approche fondée sur le risque. A cet égard, devront notamment être pris en considération le type d'activité de même que le nombre et l'étendue des relations d'affaires ouvertes depuis le dernier contrôle. Le déroulement du contrôle fera l'objet d'une coordination avec la révision interne de la banque. La société d'audit contrôlera elle-même au moins la moitié des dossiers rentrant dans le contrôle par sondage

³ Lorsque, dans le cadre d'un audit effectué conformément de l'article 10, elle constate des cas bénins au sens de l'art. 11, la société d'audit impartit à la banque un délai maximum de 6 mois dès la notification à la banque pour la remise en conformité. Sur demande motivée, ce délai peut être prorogé à une reprise. Si le manquement n'est pas réparé dans le délai impartit, la société d'audit communique le manquement à la Commission de surveillance instituée par l'art. 12 CDB et à la Commission fédérale des banques. La communication doit être effectuée dans le mois qui suit l'échéance du délai de remise en conformité.

⁴ Lorsque la société d'audit constate des violations à la CDB qui ne peuvent être qualifiées de bénignes, elle les communique à la Commission de surveillance instituée par l'art. 12 CDB et à la Commission fédérale des banques. Cette communication doit être effectuée dans le mois qui suit la constatation des violations.

Nouveau

Art. 11 Violation de la convention, sanctions

¹ En cas de violation de la convention, la banque fautive est tenue de verser à l'Association suisse des banquiers une amende conventionnelle allant jusqu'à 10 millions de francs. Lors de la fixation de l'amende conventionnelle, il est dûment tenu compte de la gravité de la violation, du degré de culpabilité et de la situation financière de la banque. Il est en outre tenu compte des mesures imposées par d'autres instances dans le même cas d'espèce. Le montant de l'amende conventionnelle est déterminé selon la procédure prévue aux art. 12 et 13 CDB. L'Association suisse des banquiers attribue le montant de l'amende conventionnelle à un but d'utilité publique choisi par elle, après avoir déduit le montant

éventuellement nécessaire à la couverture des frais de fonctionnement.

Art. 11 Violation de la convention, sanctions

¹ En cas de violation de la convention, la banque fautive est tenue de verser à l'ASB une amende conventionnelle allant jusqu'à 10 millions de francs. Lors de la fixation de l'amende conventionnelle, il est dûment tenu compte de la gravité de la violation, du degré de culpabilité et de la situation financière de la banque. Il est en outre tenu compte des mesures imposées par d'autres instances dans le même cas d'espèce. Le montant de l'amende conventionnelle est déterminé selon la procédure prévue aux art. 12 et 13 CDB. L'ASB attribue le montant de l'amende conventionnelle à un but d'utilité publique choisi par elle, après avoir déduit le montant éventuellement nécessaire à la couverture des frais

de fonctionnement.

² Dans les cas de **peu de gravité**, un blâme peut être adressé à la banque fautive en lieu et place d'une amende conventionnelle.

³ En cas de violation de l'art. 6 al. 1 et 2 CDB, une peine conventionnelle ou un blâme ne sera prononcé qu'en présence d'une négligence grave, et, en cas de violation des art. 7 et 8 CDB, que s'il y a eu violation intentionnelle des dispositions précitées.

⁴ Les violations de la convention qui remontent à plus de 5 ans ne sont plus poursuivies. En cas de manquement à l'obligation de vérifier l'identité du cocontractant ou d'identifier l'ayant droit économique, le délai de 5 ans commence à courir lorsque le manquement a été réparé, respectivement au moment où les relations d'affaires ont pris fin.

Art. 12 Commission de surveillance, chargés d'enquête

² Dans les cas **bénins**, un blâme est adressé à la banque fautive en lieu et place d'une amende conventionnelle à moins que la procédure ne soit suspendue sans qu'une sanction ne soit prononcée. Le cas est bénin notamment lorsque le but de la CDB, c'est-à-dire la vérification de l'identité du cocontractant et l'identification de l'ayant droit économique, est atteint malgré des manquements de nature formelle. A titre d'exemple, le cas est bénin:

- a) lorsque des documents utilisés pour la vérification de l'identité d'une personne morale ou d'une société de personne datent de plus de 12 mois;
- b) lorsqu'un formulaire A incomplet ou incorrectement rempli a été utilisé, pour autant que le nom et le prénom (la raison sociale) de l'ayant droit économique y figurent et que le cocontractant ait signé le formulaire. La même règle s'applique par analogie au traitement d'un formulaire T incomplet;
- c) lorsque les valeurs concernées n'excèdent pas CHF 25'000.-;
- d) lorsque l'état de fait visé aux ch. 17, al. 1; 32, al. 2; 38 al. 2 ou au ch. 39, n'a pas fait l'objet d'une note au dossier.

³ En cas de violation des art. 6 à 8, une sanction ne sera prononcée qu'en présence d'une violation intentionnelle des dispositions précitées.

⁴ Les violations de la convention qui remontent à plus de 5 ans ne sont plus poursuivies. En cas de manquement à l'obligation de vérifier l'identité du cocontractant ou d'identifier l'ayant droit économique, le délai de 5 ans commence à courir lorsque le manquement a été réparé, respectivement au moment où les relations d'affaires ont pris fin.

⁵ Seront également tranchées selon la procédure de la CDB 08 :

- a) les violations à la « Convention relative à l'obligation de diligence des banques » de 2003;
- b) les violations à la « Convention relative à l'obligation de diligence des banques » de 1998, pour autant que l'enquête ait été ouverte avant le 30 juin 2008. Les autres violations à la convention de 1998 ou à de plus anciennes versions de la CDB ne sont plus poursuivies.

Art. 12 Commission de surveillance, chargés d'enquête

Nouveau

¹ L'Association suisse des banquiers institue une Commission de surveillance, composée de cinq personnalités **indépendantes**, en vue d'établir et de réprimer les violations de la présente convention. La Commission de surveillance élit un secrétaire et définit ses tâches.

² L'Association suisse des banquiers désigne un ou plusieurs chargés d'enquête. Les chargés d'enquête requièrent de la Commission de surveillance **l'ouverture de la procédure** ainsi que le prononcé de la sanction, ou la suspension de l'enquête. Lorsqu'ils adressent une demande de renseignements à une banque, les chargés d'enquête lui indiquent **à quel titre elle est impliquée dans la procédure**.

³ Les membres de la Commission de surveillance et les chargés d'enquête exercent leurs fonctions pendant une durée de cinq ans. **La reconduction de leurs mandats est autorisée.**

⁴ Si la Commission de surveillance constate une violation de la convention, elle prononce, dans la procédure contre la banque fautive, une sanction équitable, conformément à l'art. 11 CDB.

⁵ La Commission de surveillance règle la procédure et statue sur le paiement des frais.

⁶ Si la banque fautive se soumet à la décision de la Commission de surveillance, la procédure prend fin. A défaut, l'art. 13 CDB s'applique.

⁷ Si une banque refuse de participer aux actes d'enquête de la Commission de surveillance ou d'un chargé d'enquête, la Commission de surveillance peut prononcer une amende conventionnelle au sens de l'art. 11 CDB.

⁸ En tant que mandataires au sens de l'art. 47 de la loi sur les banques, les membres de la Commission de surveillance, le secrétaire ainsi que les chargés d'enquête sont strictement tenus de garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance durant la procédure. Les banques ne peuvent faire valoir le secret bancaire à l'égard de la Commission de surveillance ou d'un chargé d'enquête.

⁹ La Commission de surveillance informe la Commission fédérale des banques de ses décisions. Si elle **devait** constater l'existence d'**abus** de la part de détenteurs de secrets professionnels, la Commission de surveillance **pourrait** en outre en informer l'autorité disciplinaire concernée.

¹ L'ASB institue une Commission de surveillance, composée **au minimum** de cinq personnalités, en vue d'établir et de réprimer les violations de la présente convention. La majorité de ses membres doivent être indépendants. La Commission de surveillance élit un **ou plusieurs** secrétaires et définit ses tâches.

² L'ASB désigne un ou plusieurs chargés d'enquête. **En cas de soupçons relatifs à une violation de la CDB, le chargé d'enquête procède aux actes d'instruction nécessaires et requiert de la Commission de surveillance qu'elle constate les violations de la CDB et qu'elle prononce une peine conventionnelle ou un blâme contre la banque concernée selon l'art. 11 et/ou requiert que l'enquête soit suspendue en tout ou partie.**

³ **La compétence des chargés d'enquête concerne les violations éventuelles de la CDB mais non pas la question préalable d'une violation éventuelle de l'ordonnance sur le blanchiment.**

⁴ **Le chargé d'enquête est en droit, de sa seule compétence, de suspendre la procédure lorsqu'il parvient à la conclusion qu'il n'y a pas eu violation de la CDB ou lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :**

a) **il s'agit d'une seule violation bénigne de la CDB ou de plusieurs violations bénignes isolées (cas bénins);**

b) **il est possible de remédier dans un délai raisonnable à la ou aux violation(s) de la CDB;**

c) **la banque reconnaît la ou les violation(s) de la CDB et s'engage à y remédier dans les délais impartis et à prendre à sa charge les frais de l'enquête;**

d) **la banque n'a encore fait aucune communication au titre de l'art. 9 LBA et aucune autorité de poursuite pénale suisse n'a engagé d'investigations pour blanchiment d'argent ou financement du terrorisme.**

⁵ **La décision de suspension de l'enquête doit être motivée par écrit et notifiée à la banque concernée ainsi qu'à la Commission de surveillance.** La Commission de surveillance règle la procédure des frais de l'enquête. (ndr : al. 5 CDB 03)

⁶ **Le chargé d'enquête indique à la banque dans sa demande de renseignements les motifs qui le conduisent à ouvrir l'enquête.** (nd : al. 6 CDB 03)

⁷ **Lorsqu'il ressort de l'enquête des violations de la CDB qui ne peuvent être qualifiées de bénignes, le chargé d'enquête transmet le dossier à la Commission de surveillance et lui demande de conduire la procédure de sanctions.** La Commission de surveillance prononce une **amende conventionnelle** appropriée en application de l'art. 11. (ndr : al. 7 CDB 03)

Nouveau

	<p>⁸ Si une banque refuse de participer aux actes d'enquête de la Commission de surveillance ou d'un chargé d'enquête, la Commission de surveillance peut prononcer une amende conventionnelle au sens de l'art. 11 CDB. (nдр : a. 7 CDB 03)</p> <p>⁹ Si la banque fautive se soumet à la décision de la Commission de surveillance, la procédure prend fin. Dans l'hypothèse contraire, la procédure arbitrale prévue à l'art. 13 devra être introduite et mener à une décision. (nдр : al. 6 CDB 03)</p> <p>¹⁰ L'ASB définit la procédure d'enquête, la position des chargés d'enquête et celle des banques visées par l'enquête dans un règlement d'enquête. La Commission de surveillance détermine dans un règlement de procédure la procédure par devant elle et statue sur le paiement des frais.</p> <p>¹¹ La Commission de surveillance informe la Commission fédérale des banques de ses décisions. Si elle constate l'existence d'abus de la part de détenteurs de secrets professionnels, la Commission de surveillance peut en outre en informer l'autorité disciplinaire concernée. (nдр : al. 9 CDB 03)</p> <p>¹² Les membres de la Commission de surveillance et des chargés d'enquête sont nommés pour une période de 5 ans. Ils sont rééligibles. La limite d'âge pour la fonction de membre de la Commission de surveillance, de chargé d'enquête et de secrétaire est fixée à 70 ans. Si la limite d'âge est atteinte en cours de mandat, le mandat peut néanmoins être poursuivi jusqu'à son terme. (nдр : al. 3 CDB 03)</p> <p>¹³ En tant que mandataires au sens de l'art. 47 de la loi sur les banques, les membres de la Commission de surveillance, le secrétaire ainsi que les chargés d'enquête sont strictement tenus de garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance durant la procédure d'enquête et durant la procédure de sanctions. Les banques ne peuvent faire valoir le secret bancaire à l'égard de la Commission de surveillance ou d'un chargé d'enquête. (nдр : al. 8 CDB 03)</p>
<p>58</p>	<p>58 Information périodique</p>
<p>La Commission de surveillance informe périodiquement les banques et le public de sa jurisprudence en respectant le secret bancaire et le secret des affaires.</p>	<p>La Commission de surveillance informe périodiquement les banques et le public de sa jurisprudence en respectant le secret bancaire et le secret des affaires.</p>
<p>59</p>	<p>59 Interprétation de la CDB</p>
<p>La Commission de surveillance peut – d'entente avec le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers – donner aux banques une interprétation de la convention. Les banques adressent à l'Association suisse des banquiers leurs demandes à ce propos.</p>	<p>La Commission de surveillance peut – d'entente avec le Conseil d'administration de l'ASB – donner aux banques une interprétation de la convention. Les banques adressent à l'ASB leurs demandes à ce propos.</p>
<p>Art. 13 Procédure arbitrale</p>	<p>Art. 13 Procédure arbitrale</p>

¹ Si l'amende conventionnelle fixée par la Commission de surveillance n'est pas acquittée dans le délai imparti, un Tribunal arbitral, dont le siège est à Bâle, rendra, sur plainte de l'Association suisse des banquiers contre la banque concernée, une sentence définitive portant sur l'existence d'une violation de la Convention de diligence et, le cas échéant, sur l'amende conventionnelle à prononcer. A cet effet, les banques font élection de for à Bâle.

² L'Association suisse des banquiers et la banque nomment chacune un arbitre et les deux arbitres (ainsi désignés) nomment ensemble le sur-arbitre.

³ L'instance arbitrale est pendante dès le moment où l'Association suisse des banquiers a désigné l'arbitre qu'il lui appartient de nommer.

⁴ Si une partie n'a pas désigné son arbitre dans les 30 jours dès réception de la communication écrite de l'autre partie lui signifiant l'ouverture de la procédure d'arbitrage, ou si les deux arbitres ne sont pas parvenus à un accord sur la nomination du sur-arbitre dans les 30 jours suivant l'acceptation de leur mandat d'arbitre, le Tribunal d'appel (« Appellationsgericht ») du Canton de Bâle-Ville procédera, à la requête d'une partie, à la nomination.

⁵ Si un arbitre ne peut exercer ses fonctions pour une raison quelconque, la partie qui l'a désigné doit nommer un nouvel arbitre dans les 30 jours; à défaut, le Tribunal d'appel du Canton de Bâle-Ville procédera, sur demande de l'autre partie, à la nomination de l'arbitre.

⁶ Si le sur-arbitre ne peut exercer ses fonctions pour une raison quelconque, les deux arbitres doivent, à nouveau, nommer le sur-arbitre; à défaut d'accord entre eux, le Tribunal d'appel du Canton de Bâle-Ville procédera à la nomination, sur requête de l'une des parties.

⁷ En cas de remplacement d'un arbitre conformément aux al. 5 et 6 CDB, les actes de procédure auxquels ce dernier a participé demeurent valables.

⁸ Sous réserve des dispositions impératives du Concordat suisse sur l'arbitrage et du Code de procédure civile du Canton de Bâle-Ville, les dispositions de ces derniers ne s'appliquent que si les parties ou, à défaut, le Tribunal arbitral n'adoptent pas d'autres règles de procédure. Le principe selon lequel tous les faits et les moyens doivent être invoqués dès le début de la procédure ne s'applique, au plus tôt, que lors du deuxième échange d'écritures (dérogation à la « Eventualmaxime »).

⁹ Le Tribunal arbitral est soumis au même devoir de discrétion que celui prévu à l'art. 12, al. 8 CDB.

Art. 14 Entrée en vigueur

¹ Si l'amende conventionnelle fixée par la Commission de surveillance n'est pas acquittée dans le délai imparti, un Tribunal arbitral, dont le siège est à Bâle, rendra, sur plainte de l'ASB contre la banque concernée, une sentence définitive portant sur l'existence d'une violation de la Convention de diligence et, le cas échéant, sur l'amende conventionnelle à prononcer. A cet effet, les banques font élection de for à Bâle.

² L'ASB et la banque nomment chacune un arbitre et les deux arbitres (ainsi désignés) nomment ensemble le sur-arbitre.

³ L'instance arbitrale est pendante dès le moment où l'ASB a désigné l'arbitre qu'il lui appartient de nommer.

⁴ Si une partie n'a pas désigné son arbitre dans les 30 jours dès réception de la communication écrite de l'autre partie lui signifiant l'ouverture de la procédure d'arbitrage, ou si les deux arbitres ne sont pas parvenus à un accord sur la nomination du sur-arbitre dans les 30 jours suivant l'acceptation de leur mandat d'arbitre, le Tribunal d'appel (« Appellationsgericht ») du Canton de Bâle-Ville procédera, à la requête d'une partie, à la nomination.

⁵ Si un arbitre ne peut exercer ses fonctions pour une raison quelconque, la partie qui l'a désigné doit nommer un nouvel arbitre dans les 30 jours; à défaut, le Tribunal d'appel du Canton de Bâle-Ville procédera, sur demande de l'autre partie, à la nomination de l'arbitre.

⁶ Si le sur-arbitre ne peut exercer ses fonctions pour une raison quelconque, les deux arbitres doivent, à nouveau, nommer le sur-arbitre; à défaut d'accord entre eux, le Tribunal d'appel du Canton de Bâle-Ville procédera à la nomination, sur requête de l'une des parties.

⁷ En cas de remplacement d'un arbitre conformément aux al. 5 et 6 CDB, les actes de procédure auxquels ce dernier a participé demeurent valables.

⁸ Sous réserve des dispositions impératives du Concordat suisse sur l'arbitrage et du Code de procédure civile du Canton de Bâle-Ville, les dispositions de ces derniers ne s'appliquent que si les parties ou, à défaut, le Tribunal arbitral n'adoptent pas d'autres règles de procédure. Le principe selon lequel tous les faits et les moyens doivent être invoqués dès le début de la procédure ne s'applique, au plus tôt, que lors du deuxième échange d'écritures (dérogation à la « Eventualmaxime »).

⁹ Le Tribunal arbitral est soumis au même devoir de discrétion que celui prévu à l'art. 12, al. 8 CDB.

Art. 14 Entrée en vigueur

<p>¹ La présente convention entre en vigueur le 1er juillet 2003.</p> <p>² <u>L'Association suisse des banquiers</u> et chaque banque signataire sont autorisées à dénoncer la présente convention moyennant un préavis de trois mois, pour la fin d'une année contractuelle, mais au plus tôt pour le 30 juin 2008.</p> <p>³ <u>L'Association suisse des banquiers</u> se réserve le droit – après consultation de la Commission fédérale des banques ou à la requête de cette dernière – de porter à la connaissance des banques, des dispositions complémentaires pendant la durée de validité de la convention (cf. art. 16 LBA).</p> <p>⁴ L'Association suisse des banquiers se réserve le droit de modifier unilatéralement le système de sanctions (art. 11–13 CDB) ou de l'abroger, dans la mesure où de nouvelles prescriptions légales ou l'évolution du droit conduiraient à une accumulation inéquitable de sanctions pour les mêmes faits.</p>	<p>¹ La présente convention entre en vigueur le 1er juillet 2008.</p> <p>² <u>L'ASB</u> et chaque banque signataire sont autorisées à dénoncer la présente convention moyennant un préavis de trois mois, pour la fin d'une année contractuelle, mais au plus tôt pour le 30 juin 2013.</p> <p>³ <u>L'ASB</u> se réserve le droit – après consultation de la Commission fédérale des banques ou à la requête de cette dernière – de porter à la connaissance des banques, des dispositions complémentaires pendant la durée de validité de la convention (cf. art. 16 LBA).</p> <p>⁴ L'Association suisse des banquiers se réserve le droit de modifier unilatéralement le système de sanctions (art. 11-13 CDB) ou de l'abroger, dans la mesure où de nouvelles prescriptions légales ou l'évolution du droit conduiraient à une accumulation inéquitable de sanctions pour les mêmes faits.</p>
<p>Art. 15 Disposition transitoire</p>	<p>Art. 15 Disposition transitoire</p>
<p>¹ Les nouveaux formulaires A doivent être utilisés lorsque de nouvelles relations d'affaires sont établies après l'entrée en vigueur de la présente convention, ou lorsque la procédure d'identification de l'ayant droit économique doit être répétée conformément à l'art. 6 CDB.</p> <p>² Les nouvelles règles relatives à la vérification de l'identité du cocontractant et à l'identification de l'ayant droit économique doivent être appliquées aux nouvelles relations d'affaires établies après l'entrée en vigueur de la présente convention, ou lorsque la procédure d'identification de l'ayant droit économique doit être répétée conformément à l'art. 6 CDB. Les nouvelles dispositions s'appliquent aux relations d'affaires déjà existantes lorsqu'elles constituent un allègement par rapport aux anciennes règles.</p>	<p>¹ Pour les relations d'affaires existantes, il n'est pas nécessaire de remplacer les formulaires A utilisés jusqu'ici par de nouveaux formulaires A ou formulaires T.</p> <p>² Les nouvelles règles relatives à la vérification de l'identité du cocontractant et à l'identification de l'ayant droit économique doivent être appliquées aux nouvelles relations d'affaires établies après l'entrée en vigueur de la présente convention, ou lorsque la procédure d'identification de l'ayant droit économique doit être répétée conformément à l'art. 6 CDB. Les nouvelles dispositions s'appliquent aux relations d'affaires déjà existantes lorsqu'elles constituent un allègement par rapport aux anciennes règles.</p> <p>³ Les formulaires R existants, lesquels différencient les diverses activités du notaire ou de l'avocat, conservent leur validité après l'entrée en vigueur de la CDB 2008 pour l'ensemble des activités protégées par l'art. 321 CPS et ne doivent donc pas être remplacés par de nouveaux formulaires R. Les formulaires R utilisés actuellement conservent également leur validité si le cocontractant se réorganise sous la forme d'une société.</p> <p>⁴ Les nouvelles dispositions du ch. 14 (vérification de l'identité de la personne qui établit la relation d'affaires et prise de connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant) et du ch. 15, al. 2 (vérification de l'identité de sociétés en constitution) entrent en vigueur le 1er juillet 2009.</p> <p>⁵ Les nouvelles dispositions relatives à l'éligibilité des membres de la Commission de</p>

Nouveau

surveillance, du secrétaire et des chargés d'enquête ne s'appliquent pas aux membres de la Commission de surveillance qui sont actuellement en fonction et qui sont disponibles pour un nouveau mandat dès le 1er juillet 2008.

Explications :

1. Les parties surlignées dans la CDB 03 indiquent les mots ou phrases qui ont été supprimés dans la CDB 08.
2. Les parties surlignées dans la CDB 08 indiquent les mots ou phrases qui ont été ajoutées par rapport à la CDB 03.
3. Les mots soulignés indiquent des changements de termes qui n'ont pas d'incidences sur le sens du texte.
4. Les *ndr* renvoient aux alinéas ou chiffres de la CDB 03
5. **Nouveau** Ce repère indique les parties de la CDB 08 particulièrement significatives par rapport au texte de la CDB 03. Il s'agit d'une appréciation personnelle du rédacteur.

Ce document est disponible sur le site www.visioncompliance.ch, rubrique publications.

VisionCompliance SA

20, rue Général Dufour
Case postale 539
1211 Genève 17

Tél : 022 849 0 330
www.visioncompliance.ch